



Situations diverses, traits, communs

Dans le prochain numéro de *Perspectives Socialistes*, nous reviendrons sur le problème « jeunes » et nous ne voulons donc aujourd'hui qu'esquisser une première conclusion.

Les articles qui précèdent essaient de situer les jeunes des différents groupes sociaux. Cette étude aurait pu être étendue. Elle comporte plusieurs lacunes importantes et d'abord on peut lui reprocher de trop aborder les questions sous leur angle masculin. La situation des jeunes filles en milieu rural, celle des jeunes travailleuses sans métier ou sans travail des secteurs industriels les plus concentrés, mériteraient une étude à part.

Mais à travers les diversités de situation, quels traits communs allons-nous retrouver ?

Il est courant et commode de parler d'une jeunesse qui s'insère mal dans la société adulte. Peut-être après la lecture des articles qui précèdent, pourra-t-on se demander comment il pourrait en être autrement : les objectifs de l'insertion sont restés les mêmes alors que les structures dans lesquelles les jeunes doivent entrer sont, ou changées ou en changement et en tous cas incertaines.

Peut-être faut-il le souligner à propos de la famille. La révolution technique traque la famille patriarcale dans son dernier refuge, la campagne ; la famille bourgeoise conçue selon le Code Civil, liée aux patrimoines, apparaît anachronique y compris dans les groupes sociaux qui demeurent liés à la bourgeoisie. Dans les milieux salariés urbains se précise chaque jour davantage la réalité d'un nouveau groupe conjugal, basé sur le couple, plus restreint que la famille patriarcale, plus solide que celui où l'aliénation capitaliste réduisait il y a un siècle la classe ouvrière.

Toutefois une partie des conséquences de cette situation n'est pas encore admise. D'autre part, en Europe Occidentale, tout au moins, les difficultés, les incertitudes économiques ont souvent amené les groupes conjugaux à se fermer sur eux-mêmes. Cellules isolées, ils n'ont pas encore créé un tissu social.

A la recherche d'une insertion.

Les jeunes sont victimes de cette situation. Le réflexe des parents vise à les maintenir dans le groupe conjugal, dont le caractère restreint s'oppose pourtant désormais à un maintien total qui était caractéristique de la famille patriarcale. Contradiction d'autant plus forte que le groupe conjugal, la famille urbaine est moins participante d'un réseau social. Nous avons tous l'expérience de foyers ouverts, de foyers militants principalement. Il semble que les ruptures soient moins importantes et moins graves, dans la mesure où ils sont, pour les jeunes, un lieu de contact avec le monde adulte. Il y a d'ailleurs dans ce domaine une différence profonde entre l'ouverture traditionnelle bourgeoise à base de relations individuelles, dans laquelle les jeunes sont en marge et une certaine forme de vie familiale militante actuelle où engagement et activité étant considérés comme activité et engagement de groupe (et non individuels) les jeunes y sont plus facilement associés.

Mais dans la majorité des cas, le jeune urbain se trouve dans une famille qui ne lui a pas préparé de place, qui ne constitue pas une ouverture vers la vie sociale, et qui pourtant veut le retenir, au nom de ce qu'elle n'est plus. Ce n'est donc pas

tellement qu'il s'insère mal dans la famille. En fait la famille dans laquelle on veut qu'il s'insère n'existe plus, celle dans laquelle il pourrait s'insérer n'existe pas encore.

L'on peut ajouter à cela que la famille est de plus en plus incapable de lui assurer seule l'entrée dans le monde économique. Plus précisément, il lui arrive souvent de ne pas trouver de place dans ce monde économique, dans la ville ou la région familiale. Il devra alors, adolescent, entreprendre une première migration.

La nomadisation est un phénomène important chez les jeunes, y compris chez les jeunes d'origine rurale. Ici une aliénation de plus s'ajoute à celle décrite par Dominique Baumel. Isolés dans l'entreprise, en tant que jeunes, isolés en tant qu'ouvriers dans une situation où la conscience ouvrière (fierté du métier et conscience de la force de la classe) n'existe plus, mais où la condition ouvrière (absence de liberté) demeure totale, ils le sont encore dans la ville parce qu'ils sont déplacés et parce qu'ils sont déplacés pour rien, le déplacement n'offrant en fait aucun débouché, n'étant pas effectué pour échapper à l'aliénation grâce à un meilleur travail mais, tout simplement pour trouver du travail. Ici encore ce sont moins les jeunes qui s'insèrent mal, que les possibilités réelles d'insertion qui ne sont pas offertes.

La seule porte de sortie

Qu'offre-t-on — autre exemple — aux jeunes filles de certaines régions industrielles, plus spécialement de celles où règne à peu près la mono-industrie, qui ne sont pas installées autour d'une grande ville où se développent les emplois tertiaires ?

Une scolarité prolongée mais sans aucune finalité. Au-delà du primaire les écoles d'apprentissage préparent à des métiers féminins classiques (coupe, couture, etc...) pour lesquels il n'existe pas localement l'ombre d'un débouché. Leur seule utilité réelle est de permettre aux parents de percevoir les allocations familiales. Il en est de même pour les écoles ménagères, publiques ou privées. « Nous préparons dans ces écoles, dit la Directrice des Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais, des femmes de mineurs ». Tout se résume là, les filles de mineurs sont « destinées » à être femmes de mineurs.

Ainsi dans un monde en pleine évolution, ces jeunes filles sont totalement dépendantes — n'ayant même pas la semi-indépendance économique qu'apportent aux jeunes ouvrières, les premières payées — d'un groupe familial dont nous avons dit le déséquilibre, la seule porte de sortie étant la fondation immédiate d'un autre groupe familial de même type. Ici aussi, il faut convenir que si l'insertion se fait mal, c'est surtout parce qu'entre les images d'elle-même que la Société présente aux jeunes, images d'une société ouverte, en mouvement, offrant de larges possibilités de communication et l'étroitesse du destin proposé, il n'y a aucune commune mesure.

Deux attitudes

L'accélération de l'évolution économique, les incertitudes sociales qui en résultent, apparaissent ainsi comme responsables au premier chef des difficultés de la jeunesse, d'une jeunesse en quelque sorte « assise entre deux civilisations ».

C'est peut-être un phénomène mondial, puisqu'il y a tendance mondiale vers la civilisation industrielle, mais, suivant les pays les propositions de réponse sont différentes, plus ou moins élaborées et le degré de désarroi des jeunes varie suivant ce degré d'élaboration.

En France, les réponses n'existent pratiquement pas, les propositions ne sont pas faites. Les jeunes peuvent-ils en faire eux-mêmes ?

Nous abordons ici les différences de comportement entre les différents groupes dont traitent les précédents articles. A lire ces articles, on découvre d'un côté absence de réponse, absence de recherche et de perspective, de l'autre des tentatives intéressantes. Jeunes ouvriers, jeunes salariés, y compris les futurs salariés des régions rurales sont hors du coup, apolitiques, sans grande espérance, sans projet autre que celui de se tirer d'affaire individuellement avec de la débrouillardise ou de la chance. Les jeunes exploitants agricoles, les étudiants, apparaissent autres. Ils ont eux des projets collectifs et ceux-ci, de façon plus ou moins marquée, mais incontestable, débouchent sur une prise de conscience politique. Pourquoi cette différence ?

Les articles de ce numéro vous apportent une amorce de réponse.

Que s'est-il passé à la J.A.C., à l'UNEF ? Au départ la même chose que dans tel ou tel mouvement, de jeunesse urbain. Les jeunes ont été confrontés à leur situation,

ont appris à la connaître, à la juger. Immédiatement après apparaît une première différence. Pour les futurs exploitants, pour les étudiants, la situation par rapport à celle de leur père apparaissait radicalement nouvelle. Delaville montre quels changements se sont opérés dans le monde étudiant, comment l'on est passé pour des jeunes d'une certaine origine, d'études d'abord destinées davantage qu'autre chose à meubler quelques années de jeunesse, à l'apprentissage de plus en plus précis d'un métier intellectuel. Cela est vrai pour toutes les branches, même en droit où les techniques économiques prennent de plus en plus de place, même en lettres classiques où les futurs professeurs apprennent une technique : la pédagogie. Parallèlement les professions cessent d'apparaître comme des secteurs de vie fermés. Le futur médecin découvre chaque jour un peu plus les sciences sociales, son activité s'insère dans une vie économique autrement plus complexe que celle où tout consistait à acheter un cabinet et à le rentabiliser. Moins nombreux sont ceux qui désirent et peuvent pratiquer cette vieille formule. Plus nombreuses sont les autres possibilités existantes. Dans cette branche comme dans les autres, les étudiants découvrent le poids économique de leur future activité, tandis que la tendance des professions libérales à aller au salariat s'accroît. Il demeure des îlots de résistance. Les architectes sont toujours formés comme autrefois (et, du coup, les beaux-arts gardent leurs traditions folkloriques) mais leur caractère exceptionnel confirme la tendance.

A part entière dans la lutte

Chez les paysans, même phénomène, les jeunes sont confrontés à la révolution technique et économique. La profession transforme ses méthodes et tend à s'intégrer aux cadres économiques de la société industrielle. Dans les deux cas c'est aux jeunes d'adapter leur activité, leurs projets aux tendances. Chez les étudiants, parce qu'ils constituent, entre eux, seuls, le milieu où s'opère l'évolution, la conscience de cette évolution les guide vers la gestion des oeuvres sociales. Celle-ci accélère leur prise de conscience de la manière dont leurs problèmes s'insèrent dans un ensemble ; chez les jeunes exploitants parce qu'ils savent qu'ils ont ou qu'ils auront la responsabilité concrète d'opérer l'évolution, de la choisir au lieu de la subir. S'il existe un obstacle, ce sont

les pères, la génération d'avant. Cet obstacle n'est pas insurmontable. Le choix opéré, par contre, les difficultés commencent, les dimensions économiques apparaissent, mais alors les jeunes sont engagés dans une lutte concrète, personnelle. Ils y sont à part entière.

Faute de bases concrètes de lutte

La situation des jeunes ouvriers est fondamentalement différente. Certes, il se produit des évolutions dans leur société, dans les entreprises, dans les mécanismes économiques qui les unissent, mais ils n'ont aucune part à y prendre, aucune prise concrète sur les événements. Leur statut technique n'est pas celui de leur père, leur statut économique est resté le même.

Si, à l'apprentissage dans les écoles techniques, ils apprennent autre chose que leur père, c'est pour devenir, à leur tour, des salariés. Les évolutions passent au-dessus de leur tête sans qu'ils puissent choisir, bâtir leur mode d'adaptation.

Les bases concrètes offertes aux autres n'existent pas pour eux. L'action syndicale est restée la même, justement parce que le statut économique est inchangé. La revendication reste son objectif principal — même si d'autres objectifs apparaissent. A cette action revendicative, les jeunes peuvent, certes participer, mais il apparaît nettement que, pour eux, la revendication est moins urgente, moins vitale qu'elle ne l'était pour leurs pères. D'autre part, ils sentent l'évolution qui se produit partout, sauf dans le statut économique du salariat. Ils entrent dans une société aux possibilités économiques nouvelles, à l'évolution technique rapide, où les rapports sociaux sont bouleversés. Ils en sont conscients. Ils désirent un changement de statut. Ce n'est toutefois pas au seul patronat qu'ils en adressent la revendication mais à la société toute entière, y compris à leurs aînés salariés. Ils l'adressent sous forme de revendication pour la jeunesse. Mal exprimée, ou mal entendue, cette revendication n'ayant pas d'effet, ils se replient, faute de base concrète de lutte.

Ces bases concrètes ne pourraient-ils les trouver au niveau, non de la profession, mais de la cité, dans une lutte gestionnaire pour le contrôle des structures socio-culturelles ? C'est une question qui se pose et une expérience à tenter.

Nous verrons comment elle peut s'insérer dans une perspective politique plus vaste.

Pierre BELLEVILLE.